

Abdelmadjid Tebboune

Président de la République algérienne depuis le 19 décembre 2019. Il a été réélu pour un second mandat en septembre 2024.



Mohammed ben Zayed

Président des Émirats arabes unis depuis le 14 mai 2022. Le troisième et actuel président des Émirats depuis la création de la fédération en 1971.



Algérie-Émirats : Tebboune et Ben Zayed face à face

Après des mois de tensions, l'Algérie a rompu, le 10 septembre 2026, ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis. Une rupture qui place désormais

Par O. M.

La rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et les Émirats arabes unis, annoncée le 10 septembre 2026, place désormais face à face deux dirigeants dont les stratégies régionales apparaissent de plus en plus difficiles à concilier : le président algérien Abdelmadjid Tebboune et son ho-

mologue émirati Mohammed ben Zayed Al Nahyan. Derrière la crise diplomatique se dessine en effet une confrontation plus large. Les deux pays n'ont ni la même puissance financière, ni les mêmes instruments d'influence, ni la même approche des rapports de force régionaux. Mais ils partagent un point commun : l'Afrique, le monde arabe et plusieurs zones de crise constituent des espaces

importants de leur politique extérieure. **Tebboune : la souveraineté comme ligne directrice**

Président de la République depuis décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune inscrit largement la diplomatie algérienne dans les principes historiques revendiqués par Alger : souveraineté des États, refus des ingérences étrangères et recherche de solutions politiques aux crises régionales. Cette doctrine prend une importance particulière au Sahel.

L'Algérie partage de longues frontières avec le Mali et le Niger et considère la stabilité de son voisinage méridional comme une question de sécurité nationale.

Elle cherche parallèlement à conserver un rôle diplomatique dans les crises qui touchent son environnement immédiat, notamment en Libye et au Sahel.

L'autre caractéristique de la politique algérienne reste son attachement à la cause palestinienne et son refus de rejoindre le processus de normalisation avec Israël. Sur le Sahara occidental, Alger continue également de soutenir le Front Polisario.

Mohammed ben Zayed : l'influence par la puissance économique

Mohammed ben Zayed dirige officiellement les Émirats arabes unis depuis mai 2022, après avoir exercé pendant plusieurs années une influence déterminante sur la politique du pays. Sous son impulsion, Abou Dhabi a développé une diplomatie particuliè-

rement active.

Investissements, ports, infrastructures, partenariats militaires, aide financière et relations avec différents acteurs locaux permettent aux Émirats de projeter leur influence bien au-delà du Golfe.

L'Afrique est devenue l'un des terrains de cette stratégie.

Les intérêts émiratis s'étendent de la Corne de l'Afrique à l'Afrique du Nord et au Sahel, en passant par la mer Rouge.

Les Émirats ont également fait un choix diplomatique radicalement différent de celui de l'Algérie en normalisant leurs relations avec Israël en 2020 dans le cadre des accords d'Abraham.

Sur le Sahara occidental, Abou Dhabi soutient la souveraineté du Maroc et avait ouvert dès 2020 un consulat général à Laâyoune.

Afrique : là où les deux stratégies se rencontrent

C'est probablement sur le continent africain que le face-à-face prend toute sa dimension.

Pour Alger, le Sahel constitue d'abord son environnement sécuritaire direct. Une déstabilisation du Mali, du Niger ou de la Libye peut avoir des conséquences immédiates sur ses frontières et sa sécurité intérieure.

Pour Abou Dhabi, l'Afrique s'inscrit davantage dans une stratégie de projection internationale mêlant économie, diplomatie, sécurité, infrastructures et accès aux grands axes commerciaux.

Cette différence est essentielle : l'Algérie

défend son voisinage immédiat ; les Émirats construisent une influence à distance.

Cela ne signifie pas que les deux pays soient systématiquement adversaires sur chaque dossier africain.

Mais lorsque leurs intérêts, leurs partenaires ou leurs lectures d'une crise divergent, les mêmes espaces deviennent des terrains de rivalité.

Deux instruments de puissance très différents

Mohammed ben Zayed dispose d'un avantage considérable : la puissance financière des Émirats.

Abou Dhabi peut mobiliser rapidement investissements, fonds souverains, entreprises, infrastructures et partenariats économiques pour renforcer ses relations avec un État.

Tebboune dispose d'autres leviers. L'Algérie est une puissance militaire majeure du continent, un fournisseur important de gaz, possède une profondeur territoriale exceptionnelle et bénéficie surtout d'une position géographique qui la place directement au contact du Sahel, du Maghreb et de la Méditerranée.

L'un peut donc davantage s'appuyer sur le capital et la projection économique ; l'autre sur la géographie, l'énergie, la sécurité et son poids diplomatique régional.

Deux visions qui pouvaient-elles encore cohabiter ?

Pendant longtemps, Alger et Abou Dhabi ont réussi à maintenir leurs relations malgré leurs divergences. Mais l'accumulation des désaccords a

progressivement réduit cet espace de compromis.

La rupture diplomatique de septembre 2026 marque ainsi un changement de nature : ce qui relevait jusque-là de tensions ou de divergences est désormais assumé comme une crise entre États. Elle place aussi Tebboune et Mohammed ben Zayed devant deux défis différents.

Le président algérien doit démontrer que la rupture peut protéger les intérêts stratégiques de son pays sans isoler Alger de partenaires économiques importants.

Le dirigeant émirati doit, de son côté, mesurer jusqu'où sa politique d'influence africaine peut progresser lorsqu'elle rencontre l'opposition d'une puissance régionale directement implantée dans cet espace.

FACE-À-FACE : qui possède le plus de leviers ?

Sur le plan financier et international, Mohammed ben Zayed dispose d'une capacité de projection difficilement comparable à celle de l'Algérie.

Sur le terrain maghrébin et sahélien, Abdelmadjid Tebboune bénéficie toutefois d'un avantage impossible à acheter : la géographie.

L'Algérie appartient physiquement à cet espace, partage ses frontières avec plusieurs pays du Sahel et considère leur stabilité comme directement liée à sa propre sécurité.

La véritable question est ailleurs : la rupture du 10 septembre restera-t-elle une crise bilatérale, ou marque-t-elle le début d'une confrontation durable.